

NOUVELLES RÈGLES RÉGISSANT LE COMMERCE INTÉRIEUR
ET LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Temmar persiste et signe

«*La décision (de l'Etat) est souveraine*», en matière de gestion des investissements étrangers, selon le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements.

Chérif Bennaceur - primait, mercredi soir, en Alger (Le Soir) - marge de la célébration à la Abdelhamid Temmar s'ex- résidence El Mithak, de la

KARIM DJOUDI LA RÉITÉRÉ HIER :
«La taxe sur les véhicules
ne sera pas révisée»

Le ministre des Finances, Karim Djoudi, a assuré hier sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale que la taxe sur les véhicules neufs ne sera pas révisée. Selon Karim Djoudi, la loi de finances complémentaire pour 2009, basée sur un prix de référence de 37 dollars, fait encore l'objet de maturation au niveau gouvernemental. Egalement, le ministre des Finances a indiqué que la loi organique de règlement budgétaire sera présentée lors de la prochaine session d'automne du Parlement. Considérant que l'Algérie est passée au stade de pays prêteur net, car en excédents de ressources externes, Karim Djoudi a indiqué que l'achat par l'Algérie de titres obligataires émis par le FMI est «à l'étude» mais ne sera opportun que pour des actifs sécurisés. Cela étant, le ministre des Finances a, réitératif, exclu toute convertibilité totale du dinar, d'autant que le taux de change de la monnaie nationale est à l'équilibre et qu'«élargir le champ de convertibilité peut être un débat dangereux».

D'autre part, Karim Djoudi a indiqué que les dossiers d'agrément de sociétés étrangères d'assurances sont «à l'étude». Même si le ministre des Finances n'a pas précisé leur identité sauf pour l'assureur français AXA. Néanmoins, Karim Djoudi a appelé les assureurs étrangers intéressés à conclure des partenariats sur le modèle de la coopération lancée entre la Société nationale d'assurances SAA et le groupe français MACIF (Mutuelle assurance des commerçants et industriels de France) dans le domaine de l'assurance de personnes. Une option à même d'améliorer, selon Karim Djoudi, la couverture assurantielle du pays.

C. B.

EN ATTENDANT SA RÉUNION EN SEPTEMBRE
L'OPEP maintient inchangé
son niveau de production

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunie jeudi dernier à Vienne, a décidé de maintenir inchangé son niveau de production à 24,84 millions de barils/jour.

Une décision motivée par la volonté de «soutenir» l'économie mondiale. Et cela dans le contexte où les cours du baril dépassent de nouveau les 65 dollars à Londres et les 66 dollars à New York, les stocks pétroliers reculent aux Etats-Unis, le dollar recule par rapport à l'euro et la demande pétrolière marque une certaine tendance haussière. Toute en escomptant des cours du baril supérieurs à 70 dollars, avant la fin de l'année, la reprise économique dans le monde et l'absorption des excédents pétroliers. Cela étant, l'organisation pétrolière va se réunir en septembre prochain à Vienne pour analyser la situation du marché et augmenter l'offre en cas de prix trop élevés et des stocks mondiaux trop réduits.

C. B.

Journée de l'Afrique. Une réponse ministérielle aux inquiétudes, voire à l'hostilité des investisseurs et diplomates étrangers, suscitées par l'adoption de nouvelles règles régissant le commerce extérieur et l'investissement étranger.

Instruites par le Premier ministre en décembre dernier, ces règles concernent notamment l'obligation pour les sociétés étrangères activant dans l'importation, d'avoir un partenaire algérien à hauteur de 30% minimum dans leur capital et pour les projets d'investissements d'être détenus par une majorité algérienne.

Des mesures qui ont besoin de clarifications, voire nécessitent d'être remises en cause, comme y invitent ces opérateurs étrangers qui mettent en garde contre le risque que la destination Algérie en matière d'IDE ne soit plus priseée comme avant. Mais des mesures que l'Etat a prises en toute souveraineté et conscience, selon Abdelhamid Temmar, qui a indiqué que des dispositions similaires ont été adoptées dans d'autres pays.

«Nous avons jugé que c'était le moment de le faire», relèvera-t-il.

C. B.



Photo : Samir Sid

«C'est une décision souveraine»

TROUBLES AU SAHEL

Vers un sommet des chefs d'Etat de la région

Un sommet des chefs d'Etat de la sous-région du Sahel, sujette à moult troubles, est prévu selon le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci.

Le chef de la diplomatie algérienne s'exprimait mercredi soir, en marge de la célébration à la résidence El Mithak de la Journée de l'Afrique, coïncidant avec le 46^e anniversaire de la création de l'Organisation de l'unité africaine et le 10^e anniversaire de la constitution de l'Union africaine.

Certes, Mourad Medelci n'a pas avancé de date quant à la tenue de ce sommet. Néanmoins, le responsable de la diplomatie algérienne a indiqué que ce sommet couronne un processus de concertation et de conjugaison des efforts. Il poursuit également un «travail» d'expertise engagé en vue d'aboutir à des solutions efficaces pour une paix durable dans cette sous-région africaine où moult troubles et tensions sécuritaires et politiques apparaissent. Des propos qui convergent avec ceux tenus par Mourad Medelci dans son allocution prononcée lors de la célébration de cette journée, devant une forte représentation diplomatique africaine et de la scène culturelle

nationale. Un discours dans lequel le ministre des Affaires étrangères a également relevé que dans certains pays africains, des coups d'Etat et des changements anticonstitutionnels surviennent fréquemment quoique rejetés et condamnés «avec la plus grande vigueur». Mais des actes qui, selon l'hôte de la

célébration, ne sauraient altérer la marche vers la paix, la démocratie, la bonne gouvernance et la prospérité dans le continent.

Comme Mourad Medelci a réitéré les principes intangibles de l'Algérie en matière d'autodétermination des peuples africains, réaffirmant ce droit au peuple sahraoui.

Tout en estimant que l'Afrique doit affronter des défis liés à la lutte contre le terrorisme et le crime interna-

tional, l'assainissement de ses systèmes financiers, le développement socio-économique et l'insertion efficiente dans la mondialisation.

Et en considérant que l'Afrique retrouve confiance en elle-même et dans sa puissance notamment culturelle, dont la renaissance sera célébrée lors du second festival culturel panafricain qu'Alger et d'autres villes du pays vont accueillir au mois de juillet.

C. B.

nombre des victimes algériennes concernées, refusant d'«ajouter à la confusion».

C. B.

RETOMBÉES DES ESSAIS
NUCLÉAIRES FRANÇAIS EN ALGÉRIE
Le traitement du dossier
«avance», selon Medelci

Le traitement du dossier des essais nucléaires français effectués en Algérie au début des années 1960 «avance», selon le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci. Selon l'hôte mercredi soir à la résidence El Mithak de la célébration de la Journée de l'Afrique, cette question est traitée à haut niveau entre les deux Etats. Tout en estimant que le texte de loi français relatif à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français effectués en Polynésie et en Algérie constitue «un des aspects positifs» de ce traitement.

Néanmoins, Mourad Medelci a refusé d'évoquer un quelconque chiffrage du

VISITE DU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE EN FRANCE
Elle aura lieu
avant la fin de l'année

La visite annoncée du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, en France aura lieu avant la fin de l'année. C'est par cette indication, semblable à une lapalissade, que le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a répondu à une question sur la date exacte de cette visite. Le ministre des Affaires étrangères s'exprimait, mercredi soir à la résidence El Mithak, en marge de la célébration de la Journée de l'Afrique.

C. B.

DEPUIS LE SÉNAT, OUYAHIA ANNONCE :

Un plan de réhabilitation de certaines entreprises publiques, dès juin

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui a vu le plan d'action du gouvernement validé jeudi par le Sénat, a annoncé la mise en place dès juin d'un plan de réhabilitation de certaines entreprises publiques. Il a cité Saidal, le Complexe de montage des tracteurs et le Complexe de matériel agricole (CMA) de Bel-Abbès.

Sofiane Aït-Iffis - Alger (Le Soir) - C'est donc vers un énième plan d'assainissement de ces entreprises que l'on s'achemine. Les précédents n'ont pas réussi à résorber définitivement, du moins durablement, leurs décourts. Cette intervention de l'Etat, dont les mesures pratiques sont attendues pour juin prochain, traduit tout l'intérêt porté à la sauvegarde des segments prépondérants de l'industrie nationale. Ceci même s'il demeure que, en vérité, la mesure est à comprendre comme l'un des mécanismes pensés pour la réduction de la facture d'importation qui a atteint en 2008 les 40 milliards de dollars.

Cette facture suit une courbe ascendante et si l'Etat n'agit pas, a averti Ouyahia, elle atteindra bientôt les 60 milliards de dollars, auquel cas, et pour y faire face, il faudrait que le prix du baril de pétrole se stabilise autour des 80 dollars. Le Premier ministre a, au demeurant, rappelé ce qu'il avait déjà annoncé à l'APN, à savoir que l'Etat allait travailler à la réduction de la facture des importations quoi qu'il en coûtera. En annonçant ce nouveau plan de réhabilitation à certaines entreprises, Ouyahia ne pense pas enfreindre les lois de l'économie de marché. Selon lui, cette assistance relève d'une pratique usitée

dans tous les pays du monde. «Comme pour les médicaments, nous n'allons plus importer des produits fabriqués chez nous», a-t-il insisté. Dans sa réplique aux sénateurs, qui s'est limitée à des questions exclusivement socioéconomiques, le Premier ministre a également rassuré les agriculteurs auxquels un fonds de 1000 milliards de dinars est alloué. Un fonds extensible, puisque Ouyahia a déclaré que les agriculteurs peuvent consommer plus que cette enveloppe et même sans limite. Les sénateurs, abstenus de s'illustrer en contradicteurs politiques, le Premier ministre s'est résumé à répliquer à quelques préoccupations locales exprimées. Il reconnaît que le dispositif 100 locaux pour jeunes par commune n'est pas totalement achevé. Sur les 150 000 locaux, seuls 90 000 ont été réalisés et seulement 25% ont été distribués. Il avoue par ailleurs que, malgré

les mécanismes incitateurs, lesquels encouragent la décentralisation, les investissements industriels restent concentrés au niveau de certaines wilayas. Que faire ? Le Premier ministre a préconisé, entre autres mesures, la suppression des encouragements à l'investissement industriel dans les wilayas qui connaissent une situation de saturation. S'agissant du ralentissement de certains investissements arabes, Ahmed Ouyahia a expliqué que ces investisseurs arabes, du fait qu'ils soient intégrés dans le système financier international, ont subi les incidences de la crise des subprimes et, donc, éprouveraient des difficultés à maintenir la cadence de leurs investissements.

Relance du championnat
scolaire et universitaire

Le Premier ministre a annoncé que le gouvernement a retenu

de relancer les championnats sportifs scolaires et universitaires. Il a souligné qu'il table sur des championnats qui associeraient quelque 2 millions d'élèves.

Le Premier ministre a renouvelé, toujours au chapitre sport, les aides de l'Etat aux clubs sportifs. Ces aides obéiront à un

cahier des charges, entre autres l'engagement en compétition de toutes les catégories, des benjamins jusqu'aux seniors.

Pour les clubs de football algérois, Ouyahia a fait cas de la construction de deux stades à Baraki et à Douéra d'une capacité de 40 000 places chacun.

S. A. I.

Le terrorisme a été détruit

En marge des débats sur le plan d'action du gouvernement, le Premier ministre s'est exprimé sur la question sécuritaire. «La bataille contre le terrorisme continue. Le terrorisme a été détruit. Il ne représente plus une menace pour l'Etat. Le terrorisme a été vaincu par la force et, au plan politique, grâce à la réconciliation nationale», a-t-il soutenu.

Copie validée

Sagement, sans heurts ni polémiques, les sénateurs ont validé jeudi le plan d'action du gouvernement, à travers une motion de soutien approuvée par la majorité.

S. A. I.